

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/41795]

20 MEI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de eindcompetenties en de kennis vereist in informatica op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling en op het einde van de doorstromingsafdeling

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 25, § 1, 2° en 26, § 1, 2°;

Gelet op het advies van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs, gegeven op 17 december 2020;

Gelet op de « gendertest » van 8 januari 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1° van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol voor vakbondsonderhandeling in het onderhandelingscomité van Sector IX, het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, gesloten op 24 februari 2021;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Onderhandelingscomité tussen de regering van de Franse Gemeenschap, Wallonie-Bruxelles Enseignement en de Federaties van de inrichtende machten van het onderwijs erkend door de Regering, afgesloten op 26 februari 2021;

Gelet op het advies nr. 69.150/2 van de Raad van State, gegeven op 26 april 2021, met toepassing van artikel 84, 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies van de Sturingscommissie, gegeven op 15 september 2020;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De eindcompetenties en de kennis vereist in informatica op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling, alsook op het einde van de doorstromingsafdeling, worden vastgesteld in de bijlage bij dit besluit overeenkomstig de artikelen 25, § 1, 2°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2021, voor het 3de en het 5de leerjaar, en op 1 september 2022 voor het 4de en het 6de leerjaar.

Art. 3. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 mei 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/41796]

20 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives au certificat de management public au sein de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, article 4;

Vu l'accord de coopération du 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, articles 4, alinéa 1^{er}, et 30;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

Vu le rapport du 8 juin 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques communautaires;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2020;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 décembre 2020;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 18 janvier 2021;
 Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 20 janvier 2021;
 Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 18 janvier 2021;
 Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de Formation en cours de carrière, donné le 15 janvier 2021
 Vu l'avis du Comité de direction de Wallonie-Bruxelles International, donné le 28 avril 2021;
 Vu le protocole n° 534 du Comité de secteur n° XVII, établi le 5 mars 2021;
 Vu l'avis n°69.259/4 du Conseil d'État, donné le 5 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord de coopération du 6 février 2014 remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Considérant que le certificat de management public organisé par l'École d'administration publique a fait l'objet d'une évaluation réalisée par les universités (ULB, ULiège, UCLouvain), l'Iweps et un consultant externe;

Considérant qu'il ressort de cette évaluation que plusieurs aménagements doivent être apportés au certificat de management public afin qu'il remplisse plus adéquatement sa fonction;

Considérant qu'il convient de mieux sélectionner les participants au programme de formation en testant non seulement leurs connaissances (ce qui permettra de former ensuite des groupes plus homogènes quant à la maîtrise des prérequis), mais aussi leurs capacités et leur potentiel en management;

Considérant qu'il convient également de ne plus recourir au test de jugement situationnel (SJT), jugé comme non pertinent, pour sélectionner les candidats aptes à suivre une formation en management et de prévoir l'épreuve ultime certificative en adéquation avec le parcours suivi;

Considérant qu'il apparaît nécessaire de répondre au coût particulièrement élevé du dispositif en regard des résultats engrangés en évitant l'effet d'aubaine que peut revêtir une telle formation entièrement financée par le pouvoir public; qu'il convient de s'assurer que les personnes qui s'inscrivent dans la formation ont pour objectif d'intégrer l'Administration, tout en évitant de monétiser l'évolution de carrière des agents; qu'il convient, par conséquent, de demander aux candidats de s'acquitter du paiement d'un minerval d'un niveau identique à celui qui est exigé par les universités;

Considérant qu'une meilleure sélection des candidats permet d'élever le niveau de la formation et de l'orienter davantage vers le renforcement des capacités managériales pour les hautes fonctions des services publics; qu'il convient dès lors d'alléger le programme du certificat interuniversitaire et de l'intégrer au Système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS), ce qui permettra non seulement aux candidats de valoriser les crédits obtenus dans le cadre de cours et/ou contenus similaires à ceux figurant dans le programme, mais aussi de prendre en compte en plus des cours présentiels, les travaux à distance, les travaux pratiques y compris collectifs, les recherches, les exercices, les séminaires, les heures consacrées à l'étude, etc.;

Considérant que l'accord de coopération du 6 février 2014 remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne a été modifié afin d'adapter le régime du certificat de management public;

Considérant qu'il convient, en conséquence, d'adapter l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII*

Article 1^{er}. Dans l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014 les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « un certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en » sont abrogés;

2° au paragraphe 2, aliéna 2, 2e tiret, le mot « , mémoire » est abrogé;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, le 3^e tiret est remplacé par ce qui suit :

« - l'examen visé à l'article 13, § 3 »;

4° au paragraphe 4, les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

5° le paragraphe 5, est remplacé par ce qui suit :

« §.5. Le volume horaire du certificat interuniversitaire est de cent septante heures au moins. Les universités fixent de commun accord le nombre de crédits ECTS du certificat interuniversitaire. ».

Art. 2. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du certificat de management public s'il ne répond pas, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures, aux conditions cumulatives suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau 1 ou au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'école d'administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ou par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans de gestion d'équipe. ».

Art. 3. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.9. § 1er. Chaque cycle fait l'objet d'une annonce rédigée par l'École d'administration publique et publiée par le SELOR, au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du SELOR.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

1° les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants à l'épreuve visée à l'article 10, § 2, alinéa 8, et à la formation conduisant à la délivrance du Certificat interuniversitaire;

2° la référence de la page du site internet du SELOR via laquelle les candidats peuvent s'inscrire au concours d'accès à la formation;

3° l'identité des services ou des personnes qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation;

4° les informations ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature;

5° le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le SELOR sans qu'il puisse être inférieur à vingt jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au paragraphe 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au SELOR.

§ 5. Le SELOR vérifie la recevabilité des candidatures. ».

Art. 4. L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1er. En tant qu'il conditionne la délivrance du certificat en management public, le certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par les Gouvernements, après avis de l'École d'administration publique remis dans les trente jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Le SELOR convoque les candidats dont la candidature a été jugée recevable au concours d'accès à la formation.

Le concours est organisé par le SELOR et se compose de deux épreuves.

La première épreuve porte sur les connaissances du candidat, notamment sa connaissance des institutions publiques.

Le contenu de la première épreuve est fixé par le SELOR. Le SELOR fait appel aux formateurs des universités désignées par l'École d'administration publique pour la rédaction des questions de l'épreuve et la détermination du niveau de connaissance requis.

Le SELOR transmet aux candidats une liste des matières sur lesquelles portera la première épreuve ainsi qu'une liste non exhaustive d'ouvrages de référence au moins trente jours avant la date prévue pour l'organisation de la première épreuve.

Les lauréats sont classés en ordre utile par le SELOR.

Le Gouvernement détermine le nombre de personnes ayant réussi la première épreuve qui sont invitées à passer une seconde épreuve. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la seconde épreuve.

La seconde épreuve consiste en un test générique d'évaluation des compétences managériales des candidats.

Le SELOR élabore et organise l'épreuve. L'épreuve doit permettre d'identifier les capacités minimums en management applicables au sein des organismes publics des participants. Elle ne peut pas consister en un test de jugement situationnel ni en un entretien STAR.

Les lauréats de la seconde épreuve sont classés en ordre utile par le SELOR.

Par « lauréat », on entend le candidat qui a satisfait aux exigences minimales définies par le SELOR pour réussir les épreuves décrites au présent article.

§ 3. Seuls sont admis à participer au certificat interuniversitaire les lauréats classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par les Gouvernements sur avis de l'École. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer au certificat interuniversitaire.

Le SELOR valide les résultats du concours.

§ 4. La formation conduisant à la délivrance du certificat interuniversitaire peut uniquement être suivie une seule fois par cycle par les lauréats du test générique d'évaluation des compétences managériales.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le Gouvernement peut, sur base de motifs impérieux dûment motivés, autoriser le candidat qui ne suit pas la formation, qui l'abandonne ou qui y échoue à conserver le bénéfice de la réussite du test générique d'évaluation des compétences managériales.

Le candidat qui bénéficie de la dérogation visée à l'alinéa 2 suit le premier prochain cycle de formation organisé. Chaque candidat peut uniquement bénéficier d'une seule dérogation. L'intégration d'un candidat bénéficiant d'une dérogation au sein d'un cycle de formation n'a pas d'effet sur le nombre de participants fixés par le Gouvernement conformément au paragraphe 3. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

« Art. 10/1. Les candidats admis à participer au certificat interuniversitaire s'acquittent d'un minerval dont le montant équivaut au montant du droit d'inscription à une année d'études universitaire fixé conformément à l'article 39, §2, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. ».

Art. 6. Dans l'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « et la réalisation du mémoire » sont abrogés.

Art. 7. L'article 13 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 6 février 2014 et 27 mai 2015, est remplacé comme suit :

« Art. 13. § 1^{er}. L'École d'administration publique délivre le certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 10, titulaires du certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

§ 2. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'École. Ce jury comprend :

1° le Directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ou son délégué;

2° deux membres issus du corps académique des universités participant à la convention portant sur le certificat en management public qui disposent d'une expertise pertinente au regard des aptitudes à évaluer;

3° deux experts externes en management.

Par « convention » on entend le document qui contient les modalités de collaboration entre les universités et l'École pour la conception et la mise en œuvre de la formation conduisant à la délivrance du Certificat de management public.

§ 3. Les lauréats ayant obtenu le certificat de management public sont versés, après la réussite de l'examen organisé à la fin de chaque cycle au pool des candidats pouvant postuler une fonction à mandat visé à l'article 14.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes à l'exercice d'une fonction de management qui ont été développées dans le cadre du certificat interuniversitaire.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter une seule fois au plus tôt six mois après la date de l'examen et au plus tard lors de la prochaine session organisée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, sur base de motifs impérieux dument motivés, autoriser le candidat qui, bien que régulièrement convoqué, ne se présente pas à l'examen à le représenter ultérieurement. Le candidat qui bénéficie de la dérogation représente l'examen lors de la première prochaine session organisée. Chaque candidat peut uniquement bénéficier d'une seule dérogation.

§ 4. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen. ».

Art. 8. A l'article 14 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 6 février 2014 et 12 novembre 2014, il est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit :

« Le titulaire du brevet de management public, visé à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une école d'administration publique en Communauté française est assimilé au titulaire du certificat en management public pour autant qu'il ait réussi l'examen visé à l'article 341/7 du présent Code dans sa version applicable avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 2021 modifiant diverses dispositions relatives au certificat de management public au sein de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International. ».

Art. 9. A l'article 18 du même arrêté, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« En l'absence de candidat ou si aucun candidat n'a été jugé apte à exercer la fonction en toute confiance par le Gouvernement, celui-ci attribue le mandat selon les conditions fixées à l'article 24. ».

Art. 10. L'article 24 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 24. §1^{er}. Le Gouvernement peut désigner tout agent exerçant ses fonctions au sein de l'organisme, dans les services du Gouvernement de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, de l'Institut de Formation en cours de carrière, de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française pour exercer les fonctions supérieures pour une période de douze mois, éventuellement renouvelable, dans les cas suivants :

1° absence de candidat ou de candidat apte au sens de l'article 18, alinéa 3;

2° absence du mandataire depuis plus de deux mois;

3° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois;

4° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Pour l'application des mécanismes visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°, le Gouvernement fait prioritairement appel aux agents membres du pool visé à l'article 14.

En l'absence de candidat visé à l'alinéa 1^{er}, ou si aucun candidat n'a été jugé apte à exercer les fonctions supérieures en toute confiance par le Gouvernement, celui-ci peut désigner tout membre du personnel contractuel exerçant ses fonctions au sein de l'organisme, dans les services du Gouvernement de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, de l'Institut de Formation en cours de carrière, de l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française.

Tout agent ou membre du personnel contractuel désigné pour exercer les fonctions supérieures doit justifier de cinq ans d'expérience professionnelle dans le niveau 1 ou dans un niveau équivalent dont une expérience professionnelle de deux ans en gestion d'équipe.

§ 2. En cas de désignation d'un mandataire pour exercer des fonctions supérieures le mandat est suspendu pour toute la durée des fonctions supérieures.

Le mandataire désigné pour exercer des fonctions supérieures conserve au moins sa rémunération de mandataire au sens des articles 30 et 31.

CHAPITRE 2. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International*

Art. 11. L'article 60 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 271/1 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots « un certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en » sont abrogés;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, 2^{ème} tiret, le mot « , mémoire » est abrogé ;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, le 3^{ème} tiret est remplacé par ce qui suit :

« - l'examen visé à l'article 271/7, §3.;

4° au paragraphe 4, les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

5° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le volume horaire du certificat interuniversitaire est de cent septante heures au moins. Les universités fixent de commun accord le nombre de crédits ECTS du certificat interuniversitaire. ».

Art. 13. L'article 271/2 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Article 271/2. Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du certificat de management public s'il ne répond pas, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures, aux conditions cumulatives suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau 1 ou au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'école d'administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 ou par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans de gestion d'équipe. ».

Art. 14. L'article 271/3 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 271/3, §1^{er}. Chaque cycle fait l'objet d'une annonce rédigée par l'école d'administration publique et publiée par le SELOR, au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du SELOR.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

1° les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants au cycle à l'épreuve visée à l'article 271/4, § 2, alinéa 8, et à la formation conduisant à la délivrance du Certificat interuniversitaire;

2° la référence de la page du site internet du SELOR via laquelle les candidats peuvent s'inscrire au concours d'accès à la formation;

3° l'identité des services ou des personnes qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation;

4° les informations ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature;

5° le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le SELOR sans qu'il puisse être inférieur à 20 jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au paragraphe 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au SELOR.

§ 5. Le SELOR vérifie la recevabilité des candidatures. ».

Art. 15. L'article 271/4 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 271/4. § 1er. En tant qu'il conditionne la délivrance du certificat en management public, le certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par le Gouvernement, après avis de l'École d'administration publique remis dans les trente jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Le SELOR convoque les candidats dont la candidature a été jugée recevable au concours d'accès à la formation.

Le concours est organisé par le SELOR et se compose de deux épreuves.

La première épreuve porte sur les connaissances du candidat, notamment concernant sa connaissance des institutions publiques.

Le contenu de la première épreuve est fixé par le SELOR. Le SELOR fait appel aux formateurs des universités désignées par l'École d'administration publique pour la rédaction des questions de l'épreuve et la détermination du niveau de connaissance requis.

Le SELOR transmet aux candidats une liste des matières sur lesquels portera la première épreuve ainsi qu'une liste non exhaustive d'ouvrages de référence au moins trente jours avant la date prévue pour l'organisation de la première épreuve.

Les lauréats sont classés en ordre utile par le SELOR.

Le Gouvernement détermine le nombre de personnes ayant réussi la première épreuve qui sont invitées à passer une seconde épreuve. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la seconde épreuve.

La seconde épreuve consiste en un test générique d'évaluation des compétences managériales des candidats.

Le SELOR élabore et organise l'épreuve. L'épreuve doit permettre d'identifier les capacités minimums en management applicables au sein des organismes publics des participants. Elle ne peut consister en un test de jugement situationnel ni en un entretien STAR.

Les lauréats de la seconde épreuve sont classés en ordre utile par le SELOR.

Par « lauréat », on entend le candidat qui a satisfait aux exigences minimales définies par le SELOR pour réussir les épreuves décrites au présent article.

§ 3. Seuls sont admis à participer au certificat interuniversitaire les lauréats classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par le Gouvernement sur avis de l'École d'administration publique. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex aequo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer au certificat interuniversitaire.

Le SELOR valide les résultats du concours.

§ 4. La formation conduisant à la délivrance du certificat interuniversitaire peut uniquement être suivie une seule fois par cycle par les lauréats du test générique d'évaluation des compétences managériales.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le Gouvernement peut, sur base de motifs impérieux dument motivés, autoriser le candidat qui ne suit pas la formation, qui l'abandonne ou qui y échoue à conserver le bénéfice de la réussite du test générique d'évaluation des compétences managériales.

Le candidat qui bénéficie de la dérogation visée à l'alinéa 2 suit le premier prochain cycle de formation organisé. Chaque candidat peut uniquement bénéficier d'une seule dérogation. L'intégration d'un candidat bénéficiant d'une seule dérogation au sein d'un cycle de formation n'a pas d'effet sur le nombre de participants fixés par le Gouvernement conformément au paragraphe 3. ».

Art. 16. Dans le même arrêté, il est inséré un article 271/4/1 rédigé comme suit :

« Article 271/4/1. Les candidats admis à participer au certificat interuniversitaire doivent s'acquitter d'un minerval dont le montant équivaut au montant du droit d'inscription à une année d'études universitaire fixé conformément à l'article 39, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. ».

Art. 17. Dans l'article 271/5, alinéa 1, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014, du même arrêté, les mots « et la réalisation du mémoire » sont abrogés.

Art. 18. L'article 271/7, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2015, du même arrêté est remplacé comme suit :

« Article 271/7. § 1^{er}. L'École d'administration publique délivre le certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 271/4, titulaires du certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

§ 2. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'École. Ce jury comprend :

1° le Directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ou son délégué;

2° deux membres issus du corps académique des universités participant à la convention portant sur le certificat en management public qui disposent d'une expertise pertinente au regard des aptitudes à évaluer;

3° deux experts externes en management.

Par « convention » on entend le document qui contient les modalités de collaboration entre les universités et l'École pour la conception et la mise en œuvre de la formation conduisant à la délivrance du Certificat de management public.

§ 3. Les lauréats ayant obtenu le certificat de management public sont versés, après la réussite de l'examen organisé à la fin de chaque cycle, au pool des candidats pouvant postuler une fonction à mandat visé à l'article 271/8.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes à l'exercice d'une fonction de management qui ont été développées dans le cadre du certificat interuniversitaire.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter une seule fois au plus tôt six mois après la date de l'examen et au plus tard lors de la prochaine session organisée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, sur base de motifs impérieux dument motivés, autoriser le candidat qui, bien que régulièrement convoqué, ne se présente pas à l'examen à le représenter ultérieurement. Le candidat qui bénéficie de la dérogation représente l'examen lors de la première prochaine session organisée. Chaque candidat peut uniquement bénéficier d'une seule dérogation.

§ 4. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen. ».

Art. 19. A l'article 271/8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014, il est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit :

« Le titulaire du brevet de management public, visé à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une école d'administration publique en Communauté française est assimilé au titulaire du certificat en management public pour autant qu'il ait réussi l'examen visé à l'article 341/7 du présent Code dans sa version applicable avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 2021 modifiant diverses dispositions relatives au certificat de management public au sein de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International. ».

Art. 20. A l'article 274 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« En l'absence de candidat ou si aucun candidat n'a été jugé apte à exercer la fonction en toute confiance par le Gouvernement, celui-ci attribue le mandat selon les conditions fixées à l'article 280. ».

Art. 21. L'article 280 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 280. §1^{er}. Le Gouvernement peut désigner tout agent exerçant ses fonctions au sein de l'organisme, dans les services du Gouvernement wallon, dans un organisme auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne ou dans un organisme auquel sont d'application les dispositions du Code de la fonction publique wallonne, pour exercer les fonctions supérieures pour une période de douze mois, éventuellement renouvelable, dans les cas suivants :

- 1° absence de candidat ou de candidat apte au sens de l'article 274, alinéa 3;
- 2° absence du mandataire depuis plus de deux mois;
- 3° absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois;
- 4° fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Pour l'application des mécanismes visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°, le Gouvernement fait prioritairement appel aux agents membres du pool visé à l'article 271/8.

En l'absence de candidat visé au paragraphe 1^{er}, ou si aucun candidat n'a été jugé apte à exercer les fonctions supérieures en toute confiance par le Gouvernement, celui-ci peut désigner tout membre du personnel contractuel exerçant ses fonctions au sein de l'organisme, dans les services du Gouvernement wallon, dans un organisme auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, ou dans un organisme auquel sont d'application les dispositions du Code de la Fonction publique wallonne.

Tout agent ou membre du personnel contractuel désigné pour exercer les fonctions supérieures doit justifier de cinq ans d'expérience professionnelle dans le niveau A ou dans un niveau équivalent dont une expérience professionnelle de deux ans en gestion d'équipe.

§ 2. En cas de désignation d'un mandataire pour exercer des fonctions supérieures, le mandat est suspendu pour toute la durée des fonctions supérieures. ».

CHAPITRE 3. — Dispositions transitoires et finales

Art. 22. Les candidats qui au jour de l'entrée en vigueur de présent arrêté sont titulaires du certificat interuniversitaire ou du brevet de management public, visé à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une école d'administration publique en Communauté française, mais n'ont pas réussi l'examen organisé à la fin du cycle peuvent présenter cet examen une nouvelle fois. Pour l'organisation de cet examen l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII et l'article 271/7 l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International restent applicables dans la version qui précède l'entrée en vigueur du présent arrêté. Une seule session par cycle sera organisée, les candidats absents, qui ne s'inscriraient pas ou qui se désisteraient ne pourront pas représenter cet examen.

Art. 23. A l'article 280, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, remplacé par l'article 21 du présent arrêté, le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, cesse d'être en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

Art. 24. A l'occasion de la première application des dispositions introduites par le présent arrêté, les candidats n'ayant pas réussi l'examen visé à l'article 13, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et l'article 271/7, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International peuvent, par dérogation aux articles 13, § 3, alinéa 5, et 271/7, § 3, alinéa 5, des mêmes arrêtés, le représenter endéans un délai inférieur à 6 mois.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 26. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mai 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/41796]

20 MEI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse bepalingen in verband met getuigschrift management overheidsbesturen in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren en in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", artikel 4;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, artikelen 4, eerste lid, en 30;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het verslag van 8 juni 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 juni 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 17 december 2020;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 18 januari 2021;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française), gegeven op 20 januari 2021;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 18 januari 2021;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan" (Institut de Formation en cours de carrière), gegeven op 15 januari 2021;

Gelet op het advies van het Directiecomité van "Wallonie-Bruxelles International", gegeven op 28 april 2021;

Gelet op het protocol nr. 534 van het Sectorcomité nr. XVII, opgesteld op 5 maart 2021;

Gelet op het advies nr. 69.259/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 6 februari 2014 dat het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, vervangt;

Overwegende dat het getuigschrift management overheidsbesturen dat georganiseerd wordt door de School voor overheidsbestuur, door de universiteiten (ULB, ULiège, UCLouvain), Iweps en een externe consultant geëvalueerd werd;

Overwegende dat uit deze evaluatie blijkt dat verschillende aanpassingen aan het getuigschrift management overheidsbesturen moeten worden gedaan om zijn functie beter te vervullen;

Overwegende dat de deelnemers aan het opleidingsprogramma beter moeten worden geselecteerd door niet alleen hun kennis te testen (waardoor het mogelijk wordt om homogeneren groepen te vormen in termen van het beheersen van de voorwaarden), maar ook hun vaardigheden en hun managementpotentieel;

Overwegende dat het ook noodzakelijk is om niet langer gebruik te maken van de situationele beoordelingstest (SJT), die als irrelevant wordt beschouwd, om kandidaten te selecteren die geschikt zijn voor managementtraining en om te voorzien in de laatste proef die met een getuigschrift bekrachtigd wordt in adequatie met de gevolgde cursus;

Overwegende dat het noodzakelijk lijkt te reageren op de bijzonder hoge kosten van het stelsel gezien de bereikte resultaten door het meevallereffect te vermijden dat een dergelijke volledig door de overheid gefinancierde opleiding kan hebben; dat ervoor moet worden gezorgd dat degenen die zich voor de opleiding inschrijven ernaar streven om bij de administratie te komen, zonder daarbij geld te verdienen aan de loopbaanontwikkeling van ambtenaren; dat het daarom passend is de kandidaten te vragen een inschrijvingsgeld te betalen dat gelijk is aan dat van de universiteiten;

Overwegende dat een betere selectie van kandidaten het mogelijk maakt het opleidingsniveau te verhogen en dit meer te oriënteren op de versterking van managementcapaciteiten voor de hoge ambten van de overheidsdiensten; dat het programma van interuniversitair getuigschrift daarom moet worden verzacht en geïntegreerd in het European Credit Transfer and Accumulation System (ECTS), waardoor kandidaten niet alleen de studiepunten kunnen waarderen die zijn behaald in het kader van cursussen en / of inhoud die vergelijkbaar zijn met die van het programma, maar ook om naast cursussen met fysieke aanwezigheid ook rekening te houden met afstandswerk, praktisch werk inclusief collectief, onderzoek, oefeningen, seminars, uren besteed aan studie, enz.;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord van 6 februari 2014 dat het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, vervangt, gewijzigd werd om het systeem van getuigschrift management overheidsbesturen aan te passen;

Overwegende dat bijgevolg het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International" aangepast moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen aangebracht aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren*

Artikel 1. In artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "een interuniversitair getuigschrift van executive master overheidsmanagement of een" opgeheven;

2° in paragraaf 2, tweede lid, 2e streepje wordt het woord ", scripties" opgeheven;

3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het 3e streepje vervangen als volgt :

"- het examen bedoeld in artikel 13, § 3";

4° in paragraaf 4 worden het tweede lid en het derde lid opgeheven;

5° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

"§.5. Het aantal lesuren voor het behalen van het interuniversitair getuigschrift bedraagt ten minste 170 uur. De universiteiten bepalen gezamenlijk het aantal studiepunten ECTS van het interuniversitair getuigschrift."

Art. 2. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. Niemand kan tot de cyclus voor het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen worden toegelaten als hij, op het einde van de termijn voor de indiening van de kandidaturen niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 of niveau A, of geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1 of naar niveau A of een ermee gelijkgesteld niveau of houder zijn van een getuigschrift van verworven competenties buiten elk diploma dat toegang verleent tot niveau 1 of tot niveau A, waarbij dat getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de school voor overheidsbestuur of door een ander orgaan dat wordt bepaald door het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring van ten minste 5 jaar in teamleiding."

Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art.9. § 1. Elke cyclus moet worden aangekondigd door een bericht dat door de school voor overheidsbestuur wordt opgesteld en dat door Selor, ten minste in het *Belgisch Staatsblad*, in twee Franstalige Belgische dagbladen en op de website van Selor, wordt bekendgemaakt.

§ 2. Die aankondiging omvat ten minste de volgende gegevens :

1° de voorwaarden voor de toegang alsook het maximumaantal deelnemers aan de proef bedoeld in artikel 10, §2, achtste lid en aan de opleiding die tot de uitreiking van het interuniversitair getuigschrift leidt;

2° de verwijzing naar de pagina van de website van SELOR waar de kandidaten zich kunnen inschrijven voor het vergelijkend examen voor toegang tot de opleiding;

3° de identiteit van de diensten of de personen die de kandidaten elke nuttige informatie over de opleiding kunnen verstrekken;

4° de inlichtingen of documenten die in de akte voor de kandidaatstelling moeten voorkomen;

5° de termijn en de nadere regels voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door Selor vastgesteld, waarbij hij niet korter dan 20 dagen en niet langer dan twee maanden kan zijn. Hij begint te lopen op de dag volgend op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de aankondiging bedoeld in § 2. Als die termijn niet in acht wordt genomen, is de kandidaatstelling niet ontvankelijk.

De termijn bedoeld in het eerste lid wordt tussen 15 juli en 15 augustus opgeschort.

§ 4. De kandidaturen worden langs elektronische weg aan SELOR gericht.

§ 5. SELOR controleert de ontvankelijkheid van de kandidaturen.

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. § 1. Het interuniversitair getuigschrift, waarvan het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen afhangt, is toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus wordt dit aantal voorafgaandelijk door de Regering vastgesteld, na advies van de School voor overheidsbestuur uitgebracht binnen dertig dagen na de aanvraag; wordt dat advies niet binnen die termijn uitgebracht, dan wordt het als gunstig geacht.

§ 2. SELOR nodigt de kandidaten uit van wie de kandidatuur ontvankelijk werd geacht voor het vergelijkend examen voor toegang tot de opleiding.

Het vergelijkend examen wordt door SELOR georganiseerd en bestaat uit twee proeven.

De eerste proef heeft betrekking op de kennis van de kandidaat, inzonderheid zijn kennis van de overheidsinstellingen.

De inhoud van de eerste proef wordt bepaald door SELOR. SELOR roept opleiders van de door de School voor overheidsbestuur aangewezen universiteiten op om de testvragen op te stellen en het vereiste kennisniveau te bepalen.

SELOR bezorgt de kandidaten een lijst van de onderwerpen waarop de eerste proef zal betrekking hebben, evenals een niet-uitputtende lijst van referentiewerken ten minste dertig dagen vóór de geplande datum voor de organisatie van de eerste proef.

De geslaagde kandidaten worden door SELOR in een nuttige volgorde gerangschikt.

De regering bepaalt het aantal personen die geslaagd zijn voor de eerste proef en die voor een tweede proef worden uitgenodigd. Als twee of meer kandidaten gelijk gerangschikt zijn voor de rang die overeenkomt met dit aantal, worden ze allemaal toegelaten om deel te nemen aan de tweede proef.

De tweede proef bestaat uit een generieke test om de managementvaardigheden van de kandidaten te beoordelen.

SELOR ontwikkelt en organiseert de proef. De proef moet het mogelijk maken om de minimale managementvaardigheden te identificeren die van toepassing zijn binnen de openbare instellingen van de deelnemers. Het kan niet bestaan uit een situationele beoordelingstest of een STAR-interview.

De geslaagde kandidaten van de tweede proef worden door SELOR in nuttige volgorde gerangschikt.

Onder "geslaagde kandidaat" wordt verstaan de kandidaat die voldaan heeft aan de minimumvereisten bepaald door SELOR om te slagen voor de proeven beschreven in dit artikel.

§ 3. Alleen de geslaagde kandidaten gerangschikt in een nuttige volgorde met betrekking tot het aantal deelnemers dat door de regeringen op advies van de school is vastgesteld, worden toegelaten om deel te nemen aan het interuniversitair getuigschrift. Als twee of meer kandidaten gelijk gerangschikt zijn voor de rang die overeenkomt met dit aantal, worden ze allemaal toegelaten om deel te nemen aan het interuniversitair getuigschrift.

SELOR bekrachtigt de resultaten van het vergelijkend examen.

§ 4. De opleiding die leidt tot de uitreiking van het interuniversitair getuigschrift kan slechts één keer per cyclus gevolgd worden door de geslaagde kandidaten van de generieke beoordelingstest van de managementvaardigheden.

In afwijking van het eerste lid kan de regering, op basis van naar behoren gemotiveerde dwingende redenen, de kandidaat die de opleiding niet volgt, die ervan afziet of die er niet in slaagt, machtigen om het voordeel van het slagen voor de generieke beoordelingstest managementvaardigheden te behouden.

De kandidaat die in aanmerking komt voor de afwijking bedoeld in het tweede lid volgt de eerstvolgende georganiseerde opleidingscyclus. Elke kandidaat kan slechts één afwijking genieten. De integratie van een kandidaat die een afwijking geniet in een opleidingscyclus heeft geen gevolg op het aantal deelnemers dat door de regering is vastgesteld in overeenstemming met paragraaf 3."

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 10/1. De kandidaten die toegelaten zijn om deel te nemen aan het interuniversitair getuigschrift betalen een inschrijvingsgeld waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag van het inschrijvingsgeld voor een universitair studiejaar bepaald in overeenstemming met artikel 39, §2, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen."

Art. 6. In artikel 11, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "en de verwezenlijking van de scriptie" opgeheven.

Art. 7. Artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 en 27 mei 2015, wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. § 1. De School voor overheidsbestuur reikt het getuigschrift management overheidsbesturen uit aan alle geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen bedoeld in artikel 10, houders van het interuniversitair getuigschrift die ook geslaagd zijn voor het examen georganiseerd aan het einde van elke cyclus.

§ 2. Voor elke cyclus wordt een examencommissie van vijf leden door Selor samengesteld, in overleg met de school. Die examencommissie is samengesteld uit :

1° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning of zijn afgevaardigde;

2° twee leden van de academische instantie van de universiteiten die deelnemen aan de overeenkomst over het getuigschrift management overheidsbesturen die beschikken over relevante deskundigheid met betrekking tot de te beoordelen vaardigheden;

3° twee externe deskundigen in management.

Onder "overeenkomst" wordt verstaan het document met de nadere regels voor de samenwerking tussen universiteiten en de school voor het ontwerpen en de uitvoering van opleidingen die leiden tot de uitreiking van het getuigschrift management overheidsbesturen.

§ 3. De geslaagde kandidaten die het getuigschrift management overheidsbesturen hebben behaald, behoren, na het slagen van het examen dat aan het einde van elke cyclus wordt georganiseerd, tot de pool van kandidaten die voor een ambt met mandaat bedoeld in artikel 14 kunnen solliciteren.

Dit examen bestaat in een mondelinge proef die tot doel heeft de vaardigheden te evalueren die vereist zijn voor de uitoefening van een managementambt en die ontwikkeld werden in het kader van het interuniversitair getuigschrift.

De examencommissie beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een meerderheid van tweederde van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen geslaagd zijn, worden niet gerangschikt en krijgen geen vermelding toegekend.

De kandidaten die voor het examen niet geslaagd zijn, kunnen het ten vroegste zes maanden na de datum van het examen opnieuw afleggen en ten laatste bij de eerstvolgende georganiseerde examenperiode.

In afwijking van het vorige lid kan de regering, op basis van naar behoren gemotiveerde dwingende redenen, de kandidaat die, hoewel behoorlijk opgeroepen, niet voor het examen verschijnt, machtigen het later af te leggen. De kandidaat die voor de afwijking in aanmerking komt, legt het examen af tijdens de eerstvolgende georganiseerde examenperiode. Elke kandidaat kan slechts één vrijstelling genieten.

§ 4. De examencommissie stelt een reglement vast dat de concrete en materiële organisatie van het examen bepaalt."

Art. 8. Art. 8 In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 2014 en 12 november 2014, wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De houder van het brevet voor overheidsmanagement, bedoeld in artikel 2, 5°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur - EAP) in de Franse Gemeenschap wordt gelijkgesteld met de houder van het brevet voor overheidsmanagement op voorwaarde dat hij geslaagd is voor het examen bedoeld in artikel 341/7 van deze Code in de versie die van toepassing was vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse regering van 20 mei 2021 tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot het managementbrevet in het kader van het besluit van de Waalse regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en het besluit van de Waalse regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International". "

Art. 9. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt een derde lid ingevoegd dat luidt als volgt :

"Bij ontstentenis van een kandidaat of indien geen enkele kandidaat door de regering geschikt is bevonden om in vol vertrouwen het ambt uit te oefenen, verleent de regering het mandaat overeenkomstig de in artikel 24 vastgestelde voorwaarden."

Art. 10. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 24 §1. De regering kan elke ambtenaar die zijn ambt uitoefent binnen de instelling, bij de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, het 'Office de la Naissance et de l'Enfance', het 'Institut de Formation en cours de carrière', het 'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française' aanstellen om hogere ambten uit te oefenen voor een periode van twaalf maanden, die kan worden hernieuwd, in de volgende gevallen :

- 1° afwezigheid van een kandidaat of van een geschikte kandidaat in de zin van artikel 18, derde lid;
- 2° afwezigheid van de mandaathouder gedurende meer dan twee maanden;
- 3° de voorzienbare afwezigheid van de mandaathouder gedurende een periode van ten minste twee maanden;
- 4° beëindiging van het mandaat, in afwachting van de benoeming van een nieuwe mandaathouder.

Voor de toepassing van de stelsels bedoeld in paragraaf 1, 2°, 3° en 4°, geeft de regering voorrang aan de ambtenaren die lid zijn van de pool bedoeld in artikel 14.

Bij ontstentenis van de kandidaat bedoeld in het eerste lid of indien geen enkele kandidaat door de regering geschikt wordt geacht om de hogere ambten in vol vertrouwen uit te oefenen, kan deze laatste elk lid van het contractueel personeel aanwijzen dat zijn ambten uitoefent binnen de instelling, in de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, het "Office de la Naissance et de l'Enfance", het "Institut de Formation en cours de carrière", het 'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française'.

Iedere ambtenaar of contractueel personeelslid dat/die wordt aangesteld om de hogere ambten uit te oefenen, moet beschikken over een beroepservaring van vijf jaar op niveau 1 of een gelijkwaardig niveau, waarvan twee jaar beroepservaring in teammanagement.

§2 Ingeval een mandaathouder wordt aangewezen om hogere ambten uit te oefenen, wordt het mandaat geschorst voor de duur van de hogere ambten.

De mandaathouder die wordt aangewezen om hogere ambten uit te oefenen, behoudt ten minste zijn bezoldiging als mandaathouder in de zin van de artikelen 30 en 31.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International".

Art. 11. Artikel 60 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International" wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 271/1 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "« een interuniversitair getuigschrift van executive master overheidsmanagement of een" opgeheven;
- 2° in paragraaf 2, tweede lid, tweede streepje, wordt het woord ", scriptie" geschrapt;
- 3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het derde streepje vervangen door wat volgt :
"- het onderzoek bedoeld in artikel 271/7, §3;
- 4° in paragraaf 4 worden het tweede en derde lid opgeheven;
- 5° paragraaf 5 wordt vervangen door de volgende tekst :

"§ 5 Het aantal lesuren voor het behalen van het interuniversitair getuigschrift bedraagt ten minste 170 uur. De universiteiten bepalen gezamenlijk het aantal studiepunten ECTS van het interuniversitair getuigschrift. "

Art. 13. Artikel 271/2 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014, wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 271/2. Niemand kan tot de cyclus voor het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen worden toegelaten als hij, op het einde van de termijn voor de indiening van de kandidaturen niet voldoet aan de volgende voorwaarden

1° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 of niveau A, of geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1 of naar niveau A of een ermee gelijkgesteld niveau of houder zijn van een getuigschrift van verworven competenties buiten elk diploma dat toegang verleent tot niveau 1 of tot niveau A, waarbij dat getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de school voor overheidsbestuur of door een ander orgaan dat wordt bepaald door het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

- 2° het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring van ten minste 5 jaar in een teamleiding. "

Art. 14. Artikel 271/3 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014, wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 271/3, §1. Elke cyclus moet worden aangekondigd door een bericht dat door de school voor overheidsbestuur wordt opgesteld en dat door Selor, ten minste in het *Belgisch Staatsblad*, in twee Franstalige Belgische dagbladen en op de website van Selor, wordt bekendgemaakt.

§ 2 Die aankondiging omvat ten minste de volgende gegevens :

1° de voorwaarden voor de toegang alsook het maximaal aantal deelnemers aan de cyclus aan de proef bedoeld in artikel 271/4, §2, achtste lid en aan de opleiding die tot de uitreiking van het interuniversitair getuigschrift leidt;

2° de verwijzing naar de pagina van de website van SELOR waar de kandidaten zich kunnen inschrijven voor het vergelijkend examen voor toegang tot de opleiding;

3° de identiteit van de diensten of de personen die de kandidaten elke nuttige informatie over de opleiding kunnen verstrekken;

4° de inlichtingen of documenten die in de akte voor de kandidaatstelling moeten voorkomen;

5° de termijn en de nadere regels voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door Selor vastgesteld, waarbij hij niet korter dan 20 dagen en niet langer dan twee maanden kan zijn. Hij begint te lopen op de dag volgend op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de aankondiging bedoeld in § 2. Als die termijn niet in acht wordt genomen, is de kandidaatstelling niet ontvankelijk.

De termijn bedoeld in het eerste lid wordt tussen 15 juli en 15 augustus opgeschort.

§ 4. De kandidaturen worden langs elektronische weg aan SELOR gericht.

§ 5. SELOR controleert de ontvankelijkheid van de kandidaturen.

Art. 15. Artikel 271/4 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014, wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 271/4, § 1. Het interuniversitair getuigschrift, waarvan het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen afhangt, is toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus wordt dit aantal voorafgaandelijk door de Regering vastgesteld, na advies van de School voor overheidsbestuur uitgebracht binnen dertig dagen na de aanvraag; wordt dat advies niet binnen die termijn uitgebracht, dan wordt het als gunstig geacht.

§ 2. SELOR nodigt de kandidaten uit van wie de kandidatuur ontvankelijk werd geacht voor het vergelijkend examen voor toegang tot de opleiding.

Het vergelijkend examen wordt door SELOR georganiseerd en bestaat uit twee proeven.

De eerste proef heeft betrekking op de kennis van de kandidaat, inzonderheid zijn kennis van de overheidsinstellingen.

De inhoud van de eerste proef wordt bepaald door SELOR. SELOR roept opleiders van de door de School voor overheidsbestuur aangewezen universiteiten op om de testvragen op te stellen en het vereiste kennisniveau te bepalen.

SELOR bezorgt de kandidaten een lijst van de onderwerpen waarop de eerste proef zal betrekking hebben, evenals een niet-uitputtende lijst van referentiewerken ten minste dertig dagen vóór de geplande datum voor de organisatie van de eerste proef.

De geslaagde kandidaten worden door SELOR in een nuttige volgorde gerangschikt.

De regering bepaalt het aantal personen die geslaagd zijn voor de eerste proef en die voor een tweede proef worden uitgenodigd. Als twee of meer kandidaten gelijk gerangschikt zijn voor de rang die overeenkomt met dit aantal, worden ze allemaal toegelaten om deel te nemen aan de tweede proef.

De tweede proef bestaat uit een generieke test om de managementvaardigheden van de kandidaten te beoordelen.

SELOR ontwikkelt en organiseert de proef. De proef moet het mogelijk maken om de minimale managementvaardigheden te identificeren die van toepassing zijn binnen de openbare instellingen van de deelnemers. Het kan niet bestaan uit een situationele beoordelingstest of een STAR-interview.

De geslaagde kandidaten van de tweede proef worden door SELOR in nuttige orde gerangschikt.

Onder « geslaagde kandidaat » wordt verstaan de kandidaat die voldaan heeft aan de minimumvereisten bepaald door SELOR om te slagen voor de proeven beschreven in dit artikel.

§ 3. Alleen de geslaagde kandidaten gerangschikt in een nuttige orde met betrekking tot het aantal deelnemers dat door de regering op advies van de school voor overheidsbestuur is vastgesteld, worden toegelaten om deel te nemen aan het interuniversitair getuigschrift. Als twee of meer kandidaten gelijk gerangschikt zijn voor de rang die overeenkomt met dit aantal, worden ze allemaal toegelaten om deel te nemen aan het interuniversitair getuigschrift.

SELOR bekrachtigt de resultaten van het vergelijkend examen.

§ 4. De opleiding die leidt tot de uitreiking van het interuniversitair getuigschrift kan slechts één keer per cyclus gevolgd worden door de geslaagde kandidaten van de generieke beoordelingstest van de managementvaardigheden.

In afwijking van het eerste lid kan de regering, op basis van naar behoren gemotiveerde dwingende redenen, de kandidaat die de opleiding niet volgt, die ervan afziet of die er niet in slaagt, machtigen om het voordeel van het slagen voor de generieke beoordelingstest managementvaardigheden te behouden.

De kandidaat die in aanmerking komt voor de afwijking bedoeld in het tweede lid volgt de volgende georganiseerde opleidingscyclus. Elke kandidaat kan slechts één afwijking genieten. De integratie van een kandidaat die een vrijstelling geniet in een opleidingscyclus heeft geen gevolg op het aantal deelnemers dat door de regering is vastgesteld in overeenstemming met paragraaf 3. ».

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt een artikel 271/4/1 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Artikel 271/4/1. De kandidaten die toegelaten zijn om deel te nemen aan het interuniversitair getuigschrift betalen een inschrijvingsgeld waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag van het inschrijvingsgeld voor een universitair studiejaar bepaald in overeenstemming met artikel 39, §2, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen."

Art. 17. In artikel 271/5, eerste lid, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014, van hetzelfde besluit, worden de woorden "en de verwezenlijking van de scriptie" opgeheven.

Art. 18. Artikel 271/7, vervangen bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014 en gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2015, van datzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Artikel 271/7. § 1. De School voor overheidsbestuur reikt het getuigschrift management overheidsbesturen uit aan alle geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen bedoeld in artikel 271/4, houders van het interuniversitair getuigschrift die ook geslaagd zijn voor het examen georganiseerd aan het einde van elke cyclus.

§ 2. Voor elke cyclus wordt een examencommissie van vijf leden door Selor samengesteld, in overleg met de school. Die examencommissie is samengesteld uit :

1° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning of zijn afgevaardigde;

2° twee leden van de academische instantie van de universiteiten die deelnemen aan de overeenkomst over het getuigschrift management overheidsbesturen die beschikken over relevante deskundigheid met betrekking tot de beoordelen vaardigheden;

3° twee externe deskundigen in management.

Onder « overeenkomst » wordt verstaan het document met de nadere regels voor de samenwerking tussen universiteiten en de school voor het ontwerp en de uitvoering van opleidingen die leiden tot de uitreiking van het getuigschrift management overheidsbesturen.

§ 3. De geslaagde kandidaten die het getuigschrift management overheidsbesturen hebben behaald, behoren, na het slagen van het examen dat aan het einde van elke cyclus wordt georganiseerd, tot de pool van kandidaten die voor een ambt met mandaat bedoeld in artikel 271/8 kunnen solliciteren.

Dit examen bestaat in een mondelinge proef die tot doel heeft de vaardigheden te evalueren die vereist zijn voor de uitoefening van een managementambt en die ontwikkeld werden in het kader van het interuniversitair getuigschrift.

De examencommissie beraadslagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen geslaagd zijn, worden niet gerangschikt en krijgen geen melding toegekend.

De kandidaten die voor het examen niet geslaagd zijn, kunnen het ten vroegste zes maanden na de datum van het examen opnieuw afleggen en ten laatste bij de eerstvolgende georganiseerde examenperiode.

In afwijking van het vorige lid kan de regering, op basis van naar behoren gemotiveerde dwingende redenen, de kandidaat die, hoewel behoorlijk opgeroepen, niet voor het examen verschijnt, toestaan dit examen hem later af te leggen. De kandidaat die voor de afwijking in aanmerking komt, legt het examen af tijdens de eerste volgende georganiseerde examenperiode. Elke kandidaat kan slechts één afwijking genieten.

§ 4. De examencommissie stelt een reglement op voor de concrete en materiële organisatie van het examen. "

Art. 19. In artikel 271/8 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014, wordt een zesde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

"De houder van het brevet voor overheidsmanagement, bedoeld in artikel 2, 5°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een de "Ecole de l'Administration publique" (EAP) in de Franse Gemeenschap, wordt gelijkgesteld met de houder van het getuigschrift management overheidsbestuur op voorwaarde dat hij geslaagd is voor het examen bedoeld in artikel 341/7 van de Code in de versie die van toepassing was vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse regering van 20 mei 2021 tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot het getuigschrift management overheidsbestuur in het kader van het besluit van de Waalse regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en het besluit van de Waalse regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles international".

Art. 20. In artikel 274 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014, wordt een derde lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

"Bij ontstentenis van een kandidaat of indien geen enkele kandidaat door de regering geschikt is bevonden om in vol vertrouwen het ambt uit te oefenen, verleent de regering het mandaat overeenkomstig de in artikel 280 vastgestelde voorwaarden."

Art. 21. Artikel 280 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2014, wordt vervangen door de volgende tekst :

"Art. 280. §1. De regering kan elke ambtenaar die zijn ambt uitoefent binnen de instelling, in de diensten van de Waalse regering, in een instelling waarop het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren van toepassing is of in een instelling waarop de bepalingen van de Waalse Ambtenarencode van toepassing zijn, aanwijzen om de hogere ambten uit te oefenen voor een termijn van twaalf maanden, die kan worden verlengd, in de volgende gevallen :

1° afwezigheid van een kandidaat of van een geschikte kandidaat in de zin van artikel 274, derde lid;

2° afwezigheid van de mandaathouder gedurende meer dan twee maanden;

3° de voorzienbare afwezigheid van de mandaathouder gedurende een periode van ten minste twee maanden;

4° beëindiging van het mandaat, in afwachting van de benoeming van een nieuwe mandaathouder.

Voor de toepassing van de stelsels bedoeld in het eerste lid, 2°, 3° en 4°, geeft de regering voorrang aan de ambtenaren die lid zijn van de pool bedoeld in artikel 271/8.

Bij gebrek van de kandidaat bedoeld in paragraaf 1 of indien geen enkele kandidaat door de regering geschikt wordt geacht om de hogere ambten in vol vertrouwen uit te oefenen, kan deze laatste elk contractueel personeelslid aanwijzen dat zijn ambten uitoefent binnen de instelling, in de diensten van de Waalse regering, in een instelling waarop het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, van toepassing is, of in een instelling waarop de bepalingen van de Waalse Ambtenarencode van toepassing zijn.

Elk personeelslid of contractueel personeelslid dat wordt aangesteld om de hogere ambten uit te oefenen, moet kunnen aantonen dat hij beschikt over vijf jaar beroepservaring op niveau A of een gelijkwaardig niveau, waarvan twee jaar beroepservaring in teammanagement.

§ 2. In geval van aanstelling van een mandaathouder voor de uitoefening van hogere ambten, wordt het mandaat geschorst voor de gehele duur van de hogere ambten. ”.

HOOFDSTUK 3. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 22. De kandidaten die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van het interuniversitair getuigschrift of het getuigschrift management overheidsbesturen bedoeld in artikel 2, 5°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van de “Ecole de l’Administration publique” (EAP) (School voor overhedisbestuur) in de Franse Gemeenschap, maar die niet geslaagd zijn voor het examen dat aan het einde van de cyclus wordt georganiseerd, kunnen dit examen opnieuw afleggen. Voor de organisatie van dit examen blijven artikel 13 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII en artikel 271/7 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van “Wallonie-Bruxelles International” van toepassing in de versie die voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit besluit. Er wordt slechts één sessie per cyclus georganiseerd; kandidaten die afwezig zijn, die zich niet inschrijven of die zich terugtrekken, kunnen dit examen niet opnieuw afleggen.

Art. 23. In artikel 280, § 1, derde lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief en het geldelijk statuut van het personeel van “Wallonie-Bruxelles international”, vervangen door artikel 21 van dit besluit, houdt de eerste paragraaf, derde lid, op van werking te zijn op 1 juli 2023.

Art. 24. Bij de eerste toepassing van de bepalingen ingevoerd bij dit besluit kunnen de kandidaten die niet geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 13, § 3, eerste lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII en artikel 271/7, § 3, eerste lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van “Wallonie-Bruxelles International” in afwijking van de artikelen 13, § 3, vijfde lid, en 271/7, § 3, vijfde lid, van dezelfde besluiten, het opnieuw afleggen binnen een termijn van minder dan 6 maanden.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 26. De minister bevoegd voor ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 mei 2021.

Voor de regering:

De minister-president,
P.-Y. JÉHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op WBE,
Fr. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

[C – 2021/41972]

20 MAI 2021. — Accord de coopération du 20 mai 2021 modifiant l’accord de coopération du 6 février 2014 remplaçant l’accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l’accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, articles 9, 87, § 3 remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014, et 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu l’accord de coopération du 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d’administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, article 4, alinéa 1^{er} ;

Vu l’accord de coopération du 6 février 2014 remplaçant l’accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l’accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne ;

Vu le test genre du 8 juin 2020 établit en application de l’article 4, alinéa 2, 1°, du décret de la Communauté française du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension de genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le rapport du 8 juin 2020 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques communautaires ;

Vu les avis des Inspecteurs des Finances, donnés le 11 juin 2020 et le 25 juin 2020;

Vu les accords des Ministres du Budget, donnés le 16 décembre 2020 et le 17 décembre 2020 ;

Vu le protocole n° 788 du Comité de secteur XVI, établi le 23 mars 2021 et vu le protocole n° 534 du Comité de secteur XVII, établi le 23 mars 2021 ;

Considérant l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Considérant l’arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles international ;

Considérant l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International ;